

Sauvetage d'entreprises : Bercy et les régions en alerte rouge

Ils sont une dizaine au sein de la cellule anticrise de Bercy à traiter les dossiers les plus chauds, tandis qu'en région les commissaires aux restructurations vont passer de 22 à 40. Une task force d'Etat qui fait parfois hurler les régions, qui, elles aussi, ont créé des cellules de restructuration.



La délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises (Dire) a vu passer 1.800 dossiers depuis le début de l'année. Comme l'an dernier. (Thierry Meneau/Les Echos)

Par **Marion Kindermans**

Publié le 7 déc. 2020 à 13:34

Cette enseigne de la mode, après avoir investi pour rénover ses magasins avant le début de la pandémie, était aux abois, sans recettes. Même impasse pour cette agence de voyages qui, malgré un prêt garanti par l'Etat (PGE) et un prêt tourisme, voit son activité réduite à néant.

Des dossiers de PME comme tant d'autres, essorées par le Covid-19, commencent à encombrer les bureaux de la cellule antifaillites de Bercy. « *Nous sommes le dernier recours, des facilitateurs. Nous réunissons les acteurs et, lorsque nous ne trouvons pas de solutions financières, nous encourageons les dirigeants à se mettre sous la protection des tribunaux de commerce* », relate Guillaume Cadiou, délégué interministériel aux restructurations d'entreprises (Dire).

Chômage : des dirigeants sur le fil du rasoir

Arrivé en pleine tempête, à la fin octobre, il devra piloter le tourbillon des entreprises

en faillite que d'aucuns craignent en 2021. Dans les bureaux de Bercy, ils peuvent être une quinzaine autour de la table, banquiers d'affaires, professionnels du chiffre, avocats, actionnaires, administrateurs judiciaires. Le gratin du sauvetage d'entreprises. En moyenne, il faut compter trois à quatre mois pour que la société s'en sorte. « Pour *Ascovial*, on y est depuis deux ans et demi, là où *Courtepaille* nous a pris cinq mois. »

Fins limiers

Au *Comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri)*, chargé des entreprises de plus de 400 salariés, créé dans les années 1980, s'est ajoutée en 2017 une délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises (Dire) pour venir au secours des PME-TPE. Avec le Covid-19, elle connaît un nouvel essor. « *Les PME-TPE ont, certes, des passifs moins complexes que les gros groupes, mais elles se manifestent souvent trop tard, à la veille de procédures collectives* », résume Clément Bertholet, délégué interministériel adjoint.

Eric Dupond-Moretti, la bête noire de la justice

Covid : la question du choix des entreprises à sauver va vite se poser

Sur le terrain, d'autres agents de l'Etat sont aux aguets : les *commissaires aux restructurations* et à la prévention des difficultés des entreprises (CRP), qui vont passer bientôt de 22 à 40 pour répondre à l'afflux des dossiers. Répartis dans les régions, ils travaillent avec les services des conseils régionaux, la Banque de France et les services de l'Etat (finances publiques, Urssaf, etc.) pour repérer les cas fragiles.

« *Les entreprises à aider nous arrivent aussi par les organisations syndicales ainsi que par les élus locaux qui sollicitent leur relais à Bercy ou dans les cabinets ministériels* », relève Nicolas Moinet, commissaire aux restructurations en Nouvelle-Aquitaine. Ils servent de premier paratonnerre, en aiguillant les patrons vers les aides. « *C'est un excellent contact pour les dirigeants, mais peu de patrons les connaissent* », déplore Serge Pelletier, à la tête du cabinet Rescue. Les cas plus compliqués se retrouvent chez les « pompiers » de Bercy, à Paris.

Faillites d'entreprises : l'alerte de la banque des banques centrales

« Agile et rapide »

Ces spécialistes du sauvetage au sein de l'Etat ne sont pas nombreux, une dizaine à

Bercy. Un petit effectif revendiqué - « *on fonctionne comme une start-up, pour être agile et rapide* ». Depuis mars, les dossiers arrivent en nombre mais sans exploser non plus. 60 dossiers au Ciri, contre 40 l'an dernier, et 1.800 remontés par les CRP, le même nombre qu'en 2019.

C'est le profil des entreprises, auparavant majoritairement industrielles, qui a changé. « *La crise frappe à l'aveugle, ce sont des entreprises qui allaient très bien avant la crise sanitaire, évoque Guillaume Cadiou. Certains secteurs nous étaient étrangers comme l'aéronautique, sauf pour des LBO en échec, mais on découvre aussi les restaurateurs, traiteurs, ou acteurs de loisirs.* »

Cette équipe « commando » ne craint pas la vague de défaillances. « *Les entreprises ne vont pas toutes tomber en même temps en avril 2021, grâce aux reports d'échéance du PGE, les dossiers seront lissés dans le temps* », estime Clément Bertholet.

Comment l'Etat et la justice anticipent la vague de défaillances

La crise du Covid ravive la rivalité avec les régions, qui, fortes de leur rôle de chef de file économique, voient parfois d'un mauvais oeil cette mainmise étatique. Certaines se sont équipées mieux que d'autres en matière de restructuration, comme les Hauts-de-France ou l'Est. « *Les régions ont une connaissance fine des PME, l'Etat ne peut pas à la fois critiquer les compétences des régions et ne pas les laisser monter en compétences sur les entreprises* », peste Alain Rousset, président de Nouvelle-Aquitaine, qui a créé un service d'entreprises en retournement.

La grogne des régions

« *Nous sommes complémentaires, mais pour des raisons d'ingénierie et financières, l'Etat peut parfois intervenir plus vite* », rétorque Guillaume Cadiou. « *Quand Bercy appelle un grand patron ou un banquier, c'est en général très efficace* », traduit Serge Pelletier, fondateur du cabinet Rescue Avocat.

Ce « mille-feuille » d'acteurs laisse parfois pantois. « *Il y a une multiplicité d'acteurs, c'est sûr, mais ils font le job. Lorsque j'emène des étrangers à Bercy, ils n'en reviennent pas de voir à la table des banquiers, des financiers, mais sont épatés par l'efficacité* », décrit Cédric Colaert, responsable de la restructuration pour Eight Advisory. Face à la vague approchante, la cellule commando se prépare. A la fin du mois d'octobre, l'Association pour le retournement des entreprises (ARE) est venue former à la gestion de crise ces hauts fonctionnaires bardés de diplômes, mais moins habitués au terrain.

Marion Kindermans